

# Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

**EMMANUELLE MAITRE**  
*Observatoire sous la direction de*  
**BRUNO TERTRAIS**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>3</b>
<b>VEILLE.....</b>	<b>4</b>
1. <b>États-Unis.....</b>	<b>4</b>
2. <b>Russie.....</b>	<b>4</b>
3. <b>Multilatéral.....</b>	<b>4</b>
<b>QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES .....</b>	<b>5</b>
1. <b>La déclaration de Washington : un nouvel épisode pour la dissuasion           élargie américaine en Corée du Sud ?           Par Emmanuelle Maitre et Antoine Bondaz .....</b>	<b>5</b>
2. <b>Sommet du G7 à Hiroshima et débat sur le nucléaire au Japon           Par Valérie Niquet.....</b>	<b>8</b>
<b>QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES .....</b>	<b>12</b>
1. <b>Où en est la composante navale chinoise ?           Par Emmanuelle Maitre .....</b>	<b>12</b>
<b>PUBLICATIONS ET SEMINAIRES.....</b>	<b>15</b>
1. <b>La politique nucléaire de la France en Iran : un échec depuis 1970 ? ..</b>	<b>15</b>
<b>CALENDRIER .....</b>	<b>17</b>

Mai 2023

## AVANT-PROPOS

---

Alors que les tensions sont fortes en Asie, ce bulletin s'intéresse à l'actualité nucléaire de deux alliés américains. D'une part, il évoque la déclaration de Washington, qui a essayé de rassurer la Corée du Sud, tentée par l'acquisition de sa propre force de dissuasion. De l'autre, le G7, organisé à Hiroshima en mai 2023, a montré certaines ambivalences japonaises vis-à-vis de la dissuasion.

Ce bulletin fait un point sur la composante navale chinoise. Il s'intéresse également à une publication récente concernant la politique iranienne de la France.

*Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.*

# VEILLE

---

## 1. États-Unis

**12 mai 2023** : publication unilatérale des [chiffres agrégés](#) de New Start<sup>1</sup>.

## 2. Russie

**25 mai 2023** : signature à Minsk d'un accord entre les ministres de la Défense russe et biélorusse sur le stationnement d'armes nucléaires non stratégiques au [Biélorus](#)<sup>2</sup>.

## 3. Multilatéral

**19 mai 2023** : visite des chefs d'État et de gouvernement du G7 au mémorial de la paix, à [Hiroshima](#)<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> New START Treaty Aggregate Numbers of Strategic Offensive Arms, Département d'État, 12 mai 2023.

<sup>2</sup> « Defense ministers sign documents on deployment of Russia's non-strategic nuclear weapons in Belarus », *Belta*, 25 mai 2023.

<sup>3</sup> Peter Baker, « Biden Pays Silent Tribute to Victims of Hiroshima Bomb », *The New York Times*, 19 mai 2023.

## QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

---

### 1. **La déclaration de Washington : un nouvel épisode pour la dissuasion élargie américaine en Corée du Sud ?**

Par Emmanuelle Maitre et Antoine Bondaz

Le 26 avril 2023, le Président Biden et le Président Yoon ont présenté la Déclaration de Washington, un texte qui réaffirme la dissuasion élargie américaine au profit de la Corée du Sud. Ainsi, les États-Unis soulignent que « *toute attaque nucléaire par la Corée du Nord contre la Corée du Sud sera contrée par une réponse rapide, puissante et décisive [swift, overwhelming and decisive response]* ». La Corée du Sud rappelle de son côté son attachement à son statut d'État non doté d'armes nucléaires du TNP. Plus spécifiquement, le texte indique la création d'un nouveau forum de concertation sur les questions nucléaires, intitulé le Nuclear Consultative Group (NCG), qui a pour vocation de « *renforcer la dissuasion élargie, discuter de planification nucléaire et stratégique, et gérer la menace au régime de non-prolifération posée par la Corée du Nord* ». Il est également prévu une meilleure intégration des forces conventionnelles sud-coréennes aux exercices nucléaires américains et la réalisation de simulations conjointes de gestion de crises nucléaires sur la péninsule. Washington indique que ses capacités stratégiques seront plus fréquemment déployées en Corée du Sud, bombardiers mais également SNLE, ce qui n'était pas le cas précédemment<sup>4</sup>.

La publication de cette déclaration n'est pas étonnante dans un contexte marqué par la montée en puissance du débat sud-coréen sur l'opportunité de se retirer du TNP et de se doter de son propre programme d'armes nucléaires<sup>5</sup>. Si beaucoup d'observateurs ont noté que le camp « pro-armes » gagnait du terrain à Séoul, d'autres experts ont estimé que les propos du Président Yoon, en particulier, qui avait évoqué le fait que la Corée du Sud puisse se doter d'armes nucléaires « *si la situation continuait à se dégrader* » en janvier 2023, cherchaient sans doute avant tout à faire pression sur Washington pour obtenir des garanties supplémentaires de son soutien. Si cet objectif était celui de l'administration sud-coréenne, le voyage du Président Yoon à Washington peut être considéré comme un succès, et c'est d'ailleurs le récit que cherche à promouvoir l'administration.

---

<sup>4</sup> Washington Declaration, [The White House](#), 26 avril 2023.

<sup>5</sup> Emmanuelle Maitre et Antoine Bondaz, « Tentations nucléaires en Corée du Sud », [Bulletin n°106](#), Observatoire de la Dissuasion, février 2023.

Ainsi, Yoon Suk-yeol lui-même a appelé le sommet « *une extension sans précédent et un renforcement de la stratégie de dissuasion intégrée* », et a noté que cette déclaration devrait « *soulager les inquiétudes des Sud-Coréens liées aux armes nucléaires nord-coréennes* »<sup>6</sup>. Le président du Parti conservateur au pouvoir, le PPP, Kim Gi-hyeon a de son côté jugé que l'accord était « *très important* » et constituait un « *succès diplomatique notable* »<sup>7</sup>. Kim Tae-hyo, directeur adjoint au National Security Office, note que les « *citoyens sud-coréens pourront de facto considérer être en situation de partage nucléaire avec les États-Unis* »<sup>8</sup>.

Sans surprise pour autant, la Déclaration de Washington a suscité un certain nombre de critiques. Tout d'abord, du point de vue du parti d'opposition sud-coréen, le parti démocrate (PD), il est noté que la déclaration ne procure pas de garanties supplémentaires par rapport aux engagements pris lors du Sommet Moon-Biden en 2021. Les dirigeants du parti accusent l'administration Yoon de se montrer trop servile vis-à-vis des États-Unis, et de ne pas défendre les intérêts nationaux du pays. Le PD utilise plusieurs épisodes impopulaires, comme le rapprochement souhaité par Yoon Suk-yeol avec le Japon, des révélations sur des écoutes américaines ou encore l'incapacité sud-coréenne à faire prévaloir plusieurs intérêts économiques face à Washington, pour dénoncer les « humiliations » liées à la politique préconisée par le PPP<sup>9</sup>.

Du côté des experts qui défendent l'option nucléaire nationale, la Déclaration a principalement suscité de la déception. En particulier, un éditorial remarqué du quotidien conservateur *Chosung Ilbo* note que le mécanisme mis en place est très différent du partage nucléaire de l'OTAN, puisqu'il n'inclut pas le déploiement d'armes nucléaires en Corée du Sud. Il signale que les « documents signés » et les « promesses » américaines ne résolvent pas le doute fondamental sur la volonté américaine de mettre en péril son propre territoire pour protéger Séoul, doute partagé par une majorité de Coréens et qui représente selon le chroniqueur une opinion « réaliste et de bon sens ». Le journal s'indigne du fait que la Corée du Sud ait rappelé ses engagements au titre du TNP, estimant qu'alors que « *la Corée du Nord menace de nous attaquer avec des armes nucléaires presque tous les jours, il est difficile pour un État souverain d'abandonner explicitement ses moyens de défendre son peuple sans conserver une forme d'ambiguïté* ». Il accuse Washington d'être « *plus concerné par les développements nucléaires en Corée du Sud que par la neutralisation du programme nucléaire nord-coréen* », et estime qu'*in fine*, Séoul ne doit pas oublier « *que son ultime protecteur est elle-même* »<sup>10</sup>.

Ces arguments sont repris par d'autres commentateurs conservateurs, qui notent que le renforcement de la dissuasion élargie n'existe que « sur le papier » et qu'elle est conditionnée au bon vouloir des États-Unis. En particulier, des auteurs soulignent que Séoul souhaitait indiquer dans le document que toute frappe nucléaire nord-coréenne entraînerait une riposte nucléaire américaine, mais que la Maison Blanche a souhaité conserver une ambiguïté à ce sujet pour ne pas contraindre le Président américain

---

<sup>6</sup> Adam Mount et Toby Dalton, « America's Ironclad Alliance With South Korea Is a Touch Rusty », [Foreign Policy](#), 27 avril 2023.

<sup>7</sup> William Gallo, « South Korean Conservatives Lament 'Nuclear Shackles' Following Yoon-Biden Summit », [VOA](#), 27 avril 2023.

<sup>8</sup> John Lee, « Yoon lauds nuclear progress at US-ROK summit, but critics remain unconvinced », [Korea Pro](#), 27 avril 2023.

<sup>9</sup> « Rival parties disagree over Yoon's trip to U.S. », [Korea JoongAng Daily](#), 27 avril 2023.

<sup>10</sup> « Nuclear Deal with U.S. Tightens Korea's Shackles », [The Chosunilbo](#), 27 avril 2023.

à une quelconque décision en cas de crise<sup>11</sup>. Alors qu'une seconde administration Trump n'est pas exclue en 2026<sup>12</sup>, ce type de garanties semble fragile à des observateurs qui préconisaient par exemple le déploiement permanent de capacités nucléaires américaines en Corée du Sud, la levée de l'interdiction du retraitement du plutonium, l'engagement de coopération sur des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), ou encore l'intégration au Quad. Le précédent de la vulnérabilité ukrainienne suite à sa « dénucléarisation » est cité, et Washington est critiqué pour tolérer la prolifération nucléaire chez ses adversaires mais empêcher ses alliés de développer des capacités pouvant contribuer à sa propre sécurité<sup>13</sup>.

Jeong Seong-jang, directeur au Sejong Institute et principale voix favorisant un arsenal nucléaire sud-coréen indépendant, note quelques points positifs de l'accord et en particulier l'établissement du NCG mais regrette l'abandon volontaire du droit sud-coréen de se retirer du TNP « *pour garantir sa survie* ». Il regrette aussi que l'administration Yoon n'ait pas profité du sommet pour obtenir une coopération bilatérale sur un programme de SNA à l'instar d'AUKUS, mais aussi des concessions sur la question du retraitement du combustible (procédé autorisé dans le cas du Japon) et sur la portée des missiles. L'existence de ces restrictions américaines est perçue comme des « *entraves* » inacceptables dans un contexte de détérioration de l'environnement stratégique<sup>14</sup>. De son côté, Go Myong-hyun, de l'Institut conservateur Asan, estime que le NCG n'est pas le NPG de l'OTAN et ne contient pas la promesse de déploiement avancé, seule mesure qui pourrait conduire « *les promoteurs d'un arsenal nucléaire indépendant de perdre de l'influence* »<sup>15</sup>. La déclaration de Washington ne clôt donc pas le débat à Séoul, même si elle a peut-être apporté une certaine satisfaction au gouvernement actuelle et « fait gagner du temps ».

Côté américain, beaucoup d'experts considèrent la déclaration de Washington comme adaptée. Ainsi, un expert de l'Atlantic Council estime que grâce au sommet du 26 avril, l'alliance américano-sud-coréenne « *devient véritablement une alliance nucléaire* ». Un autre estime que c'est « *un pas en avant utile* », mais temporaire devant l'augmentation de la menace chinoise et nord-coréenne, qui nécessitera inmanquablement des redéploiements nucléaires américains en Asie<sup>16</sup>.

Pourtant, certains notent qu'étant une politique « *de réaction* » à la crise de confiance coréenne, elle ne peut pleinement répondre aux inquiétudes de la population en recherche d'indépendance<sup>17</sup>. Toby Dalton et Adam Mount, par exemple, jugent que le camp pro-nucléaire sud-coréen, soutenu par l'opinion publique et par des « opportunistes » qui cherchent à obtenir des concessions aux États-Unis, est constitué de « fanatiques » qui ne peuvent être satisfaits que par l'acquisition de l'arme nucléaire par

<sup>11</sup> [ROK Forum for Nuclear Strategy](#), 워싱턴 선언에 대한 평가, [Évaluation de la Déclaration de Washington], 27 avril 2023.

<sup>12</sup> Eva Mackinley, « Will US reassurance be enough to halt South Korea's nuclear ambition? », [The Interpreter](#), 27 avril 2023.

<sup>13</sup> [ROK Forum for Nuclear Strategy](#), 워싱턴 선언에 대한 평가, [Évaluation de la Déclaration de Washington], 27 avril 2023.

<sup>14</sup> [정성장 칼럼] 핵협의 확대를 대가로 '핵 족쇄'를 강화한 한미정상회담 Liberty Korea Press, Korea-U.S. summit strengthens 'nuclear shackles' in exchange for expansion of nuclear agreement, Jeong Seong-jang, Director of Unification Strategy Research, Sejong Institute – <http://www.lkp.news/news/articleView.html?idxno=31433>, 27 avril 2023.

<sup>15</sup> William Gallo, « South Korean Conservatives Lament 'Nuclear Shackles' Following Yoon-Biden Summit », [VOA](#), 27 avril 2023.

<sup>16</sup> Experts react: The US and South Korea strike a deal on nuclear weapons. What's next for the alliance?, [Atlantic Council](#), 26 avril 2023.

<sup>17</sup> John Lee, « Yoon lauds nuclear progress at US-ROK summit, but critics remain unconvinced », [Korea Pro](#), 27 avril 2023.

Séoul. Les deux chercheurs estiment que ces voix affaiblissent l’alliance américano-sud-coréenne en introduisant un sujet de tensions entre les deux pays et en forçant Washington à dénoncer les risques de prolifération sud-coréenne, d’une part, et d’autre part en mettant l’accent sur la possible faiblesse de l’alliance. Dans ce contexte, Washington semble incapable de répondre aux demandes de réassurances de son allié, et ses efforts en la matière sont perçus comme chercher « à remplir un puits sans fond ». Ils notent que les États-Unis ne pourront jamais prouver leur détermination à défendre leurs alliés, et qu’il est contre-productif de baser tous ses efforts sur la question nucléaire, puisque cela alimente le récit que les capacités conventionnelles sont inefficaces pour dissuader Pyongyang. Ils invitent donc Washington à réduire le discours sur la dissuasion élargie nucléaire pour rééquilibrer les piliers de l’alliance américano-sud-coréenne. À ce titre, ils jugent que les dialogues et exercices introduits par la Déclaration de Washington seront utiles pour mieux comprendre les mécanismes d’escalade d’une crise sur la péninsule, la variété des réponses possibles à une agression et la solidité du soutien américain<sup>18</sup>.

Ancien responsable de l’administration Obama, Jon Wolfsthal va plus loin en notant que plus les États-Unis insistent sur le caractère nucléaire de leur alliance avec Séoul, plus les Sud-Coréens considéreront que seules les armes nucléaires peuvent les protéger et réclameront un arsenal indépendant. Il estime donc qu’il serait préférable d’investir sur les autres aspects de l’alliance, que ce soit au niveau conventionnel ou économique, car devant l’accroissement des capacités nucléaires chinoises et nord-coréennes, il sera de toute manière de moins en moins crédible de menacer d’une riposte nucléaire<sup>19</sup>.

## 2. Sommet du G7 à Hiroshima et débat sur le nucléaire au Japon

Par Valérie Niquet

Le sommet du G7 2023 s’est tenu du 19 au 22 mai à Hiroshima. Le Premier ministre Fumio Kishida en avait fait une de ses priorités dès sa nomination en 2021. La famille Kishida est en effet originaire de Hiroshima où, depuis trois générations, les aînés occupent le siège de député d’une circonscription locale. Fumio Kishida est l’ élu de la 1<sup>ère</sup> circonscription depuis 1996, et son fils aîné, selon la règle des dynasties japonaises de politiciens, devrait lui succéder<sup>20</sup>. La dimension politique locale est donc importante dans le positionnement du Premier ministre, qui a fait de la paix et du désarmement nucléaire son cheval de bataille. Ce faisant, il occupe aussi une niche traditionnelle de la politique extérieure du Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans les mois qui ont précédé le sommet, le discours constamment martelé au Japon a focalisé l’importance du sommet sur la ville de Hiroshima et la question nucléaire, qualifiée « d’enjeu le plus important », l’objectif étant d’obtenir du G7 un signal fort pour relancer la marche vers l’abolition des

<sup>18</sup> Adam Mount et Toby Dalton, « America’s Ironclad Alliance With South Korea Is a Touch Rusty », [Foreign Policy](#), 27 avril 2023.

<sup>19</sup> Jon Wolfsthal, « US and South Korea Recommit to a Nuclear Bargain », [BoomBoomBoom](#), 26 avril 2023.

<sup>20</sup> « 首相選挙縮小ヒロシマアクションプラン表明者の被爆地関係者に1000万ドル拠出 » (Le Premier ministre présente son « Hiroshima action plan » pour le désarmement nucléaire et verse 10 millions de dollars au fonds de visite des jeunes aux sites victimes de frappes nucléaires), [Yomiuri Shimbun online](#), 2 août 2022.



armes nucléaires<sup>21</sup>. Les autres thématiques, reprenant les termes convenus pour un Indo-Pacifique libre et ouvert, le refus de tout changement de *statu quo* par la force, le respect de l'État de droit, le soutien à l'Ukraine, les sanctions contre la Russie et la stabilité dans le détroit de Taiwan, apparaissant plus comme une litanie de notions destinées à positionner le Japon comme un acteur engagé sur la scène internationale.

### La vision de Kishida pour le désarmement nucléaire

Premier Premier ministre japonais à participer à la conférence de révision du TNP en 2022, Fumio Kishida y a présenté son *Hiroshima Action Plan* pour un monde sans armes nucléaires. Le plan propose la poursuite du non-usage de l'arme nucléaire, une meilleure transparence, dont la publication d'éléments concernant la production de matériaux fissiles, la poursuite du déclin tendanciel du nombre d'armes nucléaires, la lutte contre la prolifération et la visite des sites des villes bombardées par les dirigeants de tous les pays. Lors du sommet de Hiroshima, Kishida a obtenu que l'ensemble des chefs d'État des pays du G7 acceptent de visiter le musée pour la paix, en dépit, semble-t-il, de réticences initiales de la part des puissances nucléaires<sup>22</sup>.

Lors du sommet des ministres des Affaires étrangères du G7 au mois d'avril 2023, le ministre japonais Hayashi avait pu « expliquer » le plan à ses homologues et obtenu que le *Hiroshima Action Plan* soit mentionné comme une « contribution bienvenue »<sup>23</sup>. Mais au-delà de ce discours à vocation essentiellement interne, tout en positionnant le Japon en tête des pays non nucléaires, les contradictions avec les attentes du Japon en matière de sécurité globale demeurent irréductibles.

### Fin du nucléaire et dissuasion : un « en même temps » à la japonaise

Dans un improbable exercice d'équilibrisme entre « idéal » et « réalité », le Premier ministre japonais et le ministère des Affaires étrangères soulignent que, face à une situation stratégique difficile, il n'est naturellement pas possible d'abandonner les armes nucléaires immédiatement, mais qu'il demeure nécessaire d'avancer « avec courage »<sup>24</sup>.

Faisant le lien avec la guerre en Ukraine qui, pour les autres puissances, s'est imposée au sommet du G7, Tokyo mentionne le chantage nucléaire de la Russie, la suspension de la participation russe au traité New Start, mais aussi le développement des capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord et les activités nucléaires de l'Iran<sup>25</sup>. La guerre en Ukraine, et les actions de la Russie, éloignent

---

<sup>21</sup> Arielle Busetto, « G7 Summit: Japan Intends to show strong leadership on nuclear issue, China and the Global South » (Interview de Noriguki Shikata, Cabinet Secretary for Public Affairs), [Japan Forward](#), 15 mai 2023 ; [Yomiuri Shimbun online](#), op. cit.

« 岸田総理インタビュー：広島G7セミットに向け「戦争被爆国として」 (Interview du Premier ministre Kishida : vers le sommet du G7 de Hiroshima en tant que pays ayant subi un bombardement atomique), [NHK Seijimagajin](#), 16 mai 2023.

<sup>22</sup> [Yomiuri Shimbun online](#), op. cit. ; « G7首脳ヒロシマ原爆資料館へ初訪問 離航した水面下交渉 » (Première visite des dirigeants du G7 au musée de la bombe atomique de Hiroshima), [NHK Seijimagajin](#), 18 mai 2023.

<sup>23</sup> « G7 foreign ministries meeting in Karuizawa Nagano: overview of the nuclear disarmament and nonproliferation session », [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#), 18 avril 2023.

<sup>24</sup> [NHK Seijimagajin](#), op. cit.

<sup>25</sup> « G7 foreign ministries meeting in Karuizawa Nagano: overview of the nuclear disarmament and nonproliferation session », op. cit.

donc un peu plus l'objectif d'abandon des armes nucléaires défendu par Tokyo<sup>26</sup>. En Asie, et c'est sans doute le plus important pour le Japon, la situation est définie par le Premier ministre comme « instable »<sup>27</sup>. La Chine menace l'ordre régional et la stabilité dans le détroit de Taïwan. En cas de conflit, le Japon se trouverait en première ligne face à une puissance nucléaire. Dans ces conditions le Japon refuse de remettre en cause le parapluie nucléaire américain.

Dans l'archipel, le débat s'est notamment focalisé sur le TIAN signé en 2017. Le Japon n'y a pas adhéré et n'a pas participé à la première réunion des États membres qui s'est tenue au mois de juin 2022. Au sein du gouvernement, le Komeito, parti partenaire du PLD (parti libéral démocrate) au pouvoir, soutient la participation du Japon qui prétend placer – et particulièrement le Premier ministre Kishida – le combat contre le nucléaire militaire au cœur de son positionnement<sup>28</sup>. Pour le Premier ministre toutefois, si le traité est « *très important* », le moment d'y adhérer n'est pas venu, le Japon devant intégrer « *une réalité difficile, en prenant en compte plusieurs cadres, dont celui de la dissuasion nucléaire* »<sup>29</sup>. Manière contournée d'indiquer que la nécessité de préserver l'engagement des États-Unis, seul allié du Japon, l'emporte sur toute autre considération et qu'en matière de dissuasion nucléaire, même indirecte, le Japon ne peut pas se démarquer des puissances dotées.

Comme le précise le Premier ministre dans une interview donnée à la veille du sommet du G7 : « *Le Japon doit défendre le désarmement nucléaire et la non-prolifération d'une manière qui permette de préserver la confiance avec les États-Unis, le seul allié du Japon en matière de défense* »<sup>30</sup>. Il souligne également que tout effort futur devrait impliquer la Russie, la Chine mais également les États nucléaires non membres du TNP, semblant impliquer une forme de reconnaissance accordée à l'Inde, au Pakistan, mais aussi peut-être à la Corée du Nord et aux autres États nucléaires de fait<sup>31</sup>.

### Le débat sur le nucléaire au Japon

Dans la communauté stratégique japonaise, proche de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe et favorable à une évolution de la politique de défense du Japon vers plus d'engagement, on déplore que la question nucléaire soit toujours un « tabou ». Pour Tetsuo Kuroe, ancien vice-ministre de la Défense, le Japon doit aborder la question nucléaire. Il regrette que cet enjeu majeur ne soit abordé dans la nouvelle stratégie de défense nationale qu'au travers de rappel des trois principes non nucléaires définis en 1967 par le Premier ministre Eisaku Sato<sup>32</sup>.

---

<sup>26</sup> Arielle Busatto, op. cit.

<sup>27</sup> NHK Seijimagajin, op. cit.

<sup>28</sup> Daniel Hogsta, « Delivering on nuke disarmament », [Japan Times](#), 18 mai 2023.

<sup>29</sup> NHK Seijimagajin, op. cit.

<sup>30</sup> Ib.

<sup>31</sup> Ib.

<sup>32</sup> Ken Moriyasu, « Why a ballistic sub can visit South Korea but not Japan », [Nikkei Asia](#), 17 mai 2023. Les trois principes non nucléaires sont la non-production, la non-possession et la non-introduction d'armes nucléaires sur le territoire japonais. Ils ont été interprétés très largement en incluant les sous-marins à propulsion nucléaire. Pour la première fois depuis 1981, un sous-marin nucléaire américain de la classe Ohio (USS *Maine*) devrait faire escale en Corée du Sud en 2023.

En février 2022, un groupe d'étude composé d'anciens officiers des trois armes des forces d'autodéfense (FAD) dirigé par Ryoichi Okiri, ancien chef d'État-major des FAD, a proposé que le Japon assouplisse le troisième principe, en autorisant l'entrée sur le territoire japonais de bâtiments à propulsion nucléaire, potentiellement porteurs de missiles nucléaires et d'avions également potentiellement équipés d'armes nucléaires<sup>33</sup>. Les débats devraient également porter, selon ce groupe d'étude, sur les ripostes possibles face au développement de l'arsenal nucléaire chinois et de la menace nord-coréenne<sup>34</sup>.

Mais si le débat existe dans un cercle restreint, il est loin de refléter une position majoritaire au sein du gouvernement, ni même au sein du PLD où plusieurs factions, dont celle du Premier ministre, très hostile aux armes nucléaires, se divisent. Selon un sondage effectué en 2021, 75 % des personnes interrogées soutenaient l'adhésion du Japon au TIAN, avec un taux de non-réponse très bas de 6 %<sup>35</sup>. Face à la persistance de ce sentiment anti-nucléaire dans l'opinion publique japonaise, la solution proposée par le groupe de travail est de lier l'assouplissement des trois principes non nucléaires à la participation du Japon comme observateur au TIAN. Il n'est pas certain toutefois que ce nouvel « en même temps » débouche sur des évolutions majeures de la posture du Japon sur la question nucléaire.

Comme le souhaitait le Premier ministre japonais, le désarmement nucléaire a fait l'objet d'un communiqué spécifique dans les documents finaux du sommet du G7 qualifié de « *premier du genre consacré spécifiquement au désarmement nucléaire*. »<sup>36</sup>. Dans ce document, le *Hiroshima Action Plan* proposé par Fumio Kishida en 2022 est cité comme « *une contribution bienvenue* ». Le communiqué final du G7 reprend ces termes dans le deuxième point du communiqué et évoque l'« *attachement [du G7] à l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires, avec une sécurité non diminuée pour tous, grâce à une approche réaliste, pragmatique et responsable* ».

Le sommet de Hiroshima est donc un succès pour le Premier ministre. Mais, comme le souhaitent les grandes puissances nucléaires – et un Japon qui demeure très contraint en matière de défense et plus encore de dissuasion –, c'est bien l'Ukraine qui a dominé les débats, avec la présence de Volodymyr Zelinsky, et qui est positionnée en premier dans le communiqué final.

---

<sup>33</sup> « Ryoichi Oriki former chief of staff interview: new security strategy must underline threat posed by Beijing », [The Japan News](#), 20 janvier 2022.

<sup>34</sup> Certains s'inquiètent aussi du soutien de l'opinion publique sud-coréenne à l'acquisition de capacités nucléaires dissuasives face à la Corée du Nord et interprètent la visite du sous-marin nucléaire américain USS *Maine* comme le moyen de limiter cette tentation en réaffirmant l'engagement des États-Unis aux côtés de Séoul. La crainte exprimée par certains analystes est celle d'une frappe tactique (si la Russie ouvrait la voie) à laquelle les États-Unis ne répondraient pas pour éviter l'escalade. Hiroyuki Akita, « Why nuclear arms debate in South Korea cannot be underestimated », [Nikkei Comment](#), 5 mai 2023.

<sup>35</sup> Miho Kuwajima, « 75% of Japan's public backs TPNW in poll by US researchers », [Chugoku Shimbum](#), 22 mars 2021.

<sup>36</sup> *Vision des chefs d'État et de gouvernement du G7 de Hiroshima sur le désarmement nucléaire*, [Élysée](#), 19 mai 2023.

## QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

---

### 1. *Où en est la composante navale chinoise ?*

Par Emmanuelle Maitre

Le dernier rapport du Pentagone sur les capacités militaires chinoises a signalé plusieurs développements importants concernant la composante navale chinoise. En effet, pour la première fois, Washington estime que Beijing dispose « probablement » de la permanence à la mer, permise par l'utilisation de six SNLE en service opérationnel. Le rapport, publié en novembre 2022, indique que la Chine s'appuie pour l'instant sur le couple composé du sous-marin de la classe Jin Type 094 et du missile mer-sol JL-2 (CSS-N-14). Il indique que la Chine commencera probablement la construction des SNLE de nouvelle génération de Type 096 au début des années 2020, et qu'ils seront couplés aux SLBM JL-3. Conformément avec les informations publiées par les États-Unis dans de précédents rapports, le Pentagone estime ici la portée du JL-2 à 7 200 km.

Dans le format actuel, la Chine pourrait donc menacer des cibles situées en Inde, en Alaska, à Hawaii ou à Guam, mais ne serait pas en mesure de menacer le territoire américain continental depuis ses eaux territoriales, et devrait déployer ses sous-marins dans le Pacifique pour mettre en œuvre des patrouilles de dissuasion. D'après l'analyse américaine, l'entrée en service du JL-3, dont la portée est estimée à près de 10 000 km, permettra à Beijing de dissuader l'ensemble de la côte ouest américaine tout en restant en bastion dans des eaux protégées, autour de la mer de Bohai et de la mer de Chine méridionale. Washington estime que cette stratégie sera sans doute privilégiée par la Chine<sup>37</sup>.

Alors que selon des rapports américains précédents, le JL-3 ne devait pas entrer en service sur la génération de SNLE actuellement en service<sup>38</sup>. Néanmoins, en novembre 2022, l'amiral Sam Paparo, à la tête de la Flotte du Pacifique, a estimé que les six SNLE chinois sont désormais « équipés des missiles balistiques intercontinentaux JL-3 »<sup>39</sup>. Ce nouvel SLBM pourrait être équipé de têtes mirvées. Au moins

---

<sup>37</sup> Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, Annual Report to Congress, [U.S. Department of Defense](#), 2022.

<sup>38</sup> Greg Torode et Eduardo Baptista, « Analysis: China's intensifying nuclear-armed submarine patrols add complexity for U.S. allies », [Reuters](#), 4 avril 2023.

<sup>39</sup> Anthony Carpaccio, « China Has Put Longer-Range ICBMs on Its Nuclear Subs, US Says », [Bloomberg](#), 18 novembre 2022.

trois essais ont été conduits depuis 2018<sup>40</sup>. D'ici à 2030, le Pentagone estime que Beijing déploiera une flotte composée de 8 SNLE équipés du JL-3<sup>41</sup>.

Pour rappel, le programme naval chinois a commencé au début des années 1980 avec la construction d'un prototype de SNLE intitulé Xia. Ce bâtiment n'a *a priori* jamais quitté son port d'attache avec des armes nucléaires à bord, et disposait d'une portée très limitée et de caractéristiques acoustiques défavorables<sup>42</sup>. La seconde génération de SNLE Jin a, d'après l'analyse officielle américaine, constitué la première « *capacité de seconde frappe mer-sol crédible chinoise* »<sup>43</sup>. Les SNLE de la classe Jin de type 094 ont selon des analyses d'imagerie satellite une longueur d'environ 137 mètres et présentent 12 tubes de missiles<sup>44</sup>. Selon des informations publiées dans la presse, ces SNLE seraient relativement bruyants. En effet, un problème à la conception dans le compartiment à missile à l'arrière du sous-marin et au niveau des vannes serait à l'origine d'une signature acoustique importante<sup>45</sup>. Selon un rapport de l'US Office of Naval Intelligence de 2009, les sous-marins nucléaires chinois seraient parmi les bâtiments les plus détectables en comparaison avec une douzaine de modèles examinés russes et chinois<sup>46</sup>. Par ailleurs, des doutes ont également été émis sur les capacités chinoises en matière de commandement et de contrôle, et notamment la capacité à entretenir un système de communications sécurisé et robuste entre la commission militaire centrale et les SNLE en cas de conflit<sup>47</sup>.

À noter cependant que depuis le lancement du programme, les SNLE de Type 094 ont connu des efforts de modernisation, avec l'entrée en service de la variante 094A. Ainsi, le dernier navire de cette classe est entré en service opérationnel en avril 2021 lors d'une cérémonie à laquelle a participé le président chinois Xi Jinping<sup>48</sup>. Le Type 094A posséderait un renflement à l'avant du navire, ce qui a conduit à des spéculations sur une éventuelle capacité d'emporter davantage de SLBM que la première version du Type 094. Néanmoins, des analyses plus récentes ont confirmé la présence de 12 tubes de lancement par bâtiment<sup>49</sup>.

La force de SNLE chinois a pour port d'attache la base navale de Longposan, près de Yulin, sur l'île d'Hainan. En septembre 2022, le *South China Morning Post*, quotidien de Hong Kong, a indiqué que deux nouveaux quais étaient en construction sur la base, confirmant l'intention chinoise d'accroître la

---

<sup>40</sup> Hans Kristensen, Matt Korda et Elina Reynolds, « Nuclear Notebook: Chinese nuclear weapons, 2023 », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 2023.

<sup>41</sup> Matthew P. Funaiolo, Joseph S. Bermudez Jr. et Brian Hart, « A Glimpse of Chinese Ballistic Missile Submarines », [Commentary](#), CSIS, 4 août 2021.

<sup>42</sup> Rory Medcalf, Brendan Thomas-Noone, « Nuclear-armed submarines in Indo-Pacific Asia: Stabiliser or menace? », [Report](#), Lowy Institute, 3 septembre 2015.

<sup>43</sup> The People's Liberation Army Navy, « A Modern Navy with Chinese Characteristics », [Office of Naval Intelligence](#), 2009.

<sup>44</sup> « Does China Have an Effective Sea-based Nuclear Deterrent? », [China Power](#), CSIS, mis à jour le 26 août 2020.

<sup>45</sup> Christian Conroy, « China's Ballistic-Missile Submarines: How Dangerous? », [The National Interest](#), 18 novembre 2013.

<sup>46</sup> The People's Liberation Army Navy, « A Modern Navy with Chinese Characteristics », [Office of Naval Intelligence](#), 2009.

<sup>47</sup> Greg Torode et Eduardo Baptista, « Analysis: China's intensifying nuclear-armed submarine patrols add complexity for U.S., allies », [Reuters](#), 4 avril 2023.

<sup>48</sup> « Xi Focus: Xi attends commissioning of Chinese naval vessels », [Xinhua](#), 24 avril 2021.

<sup>49</sup> Hans Kristensen, Matt Korda et Elina Reynolds, « Nuclear Notebook: Chinese nuclear weapons, 2023 », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 2023.

flotte dans le court et moyen terme<sup>50</sup>. Les bâtiments sont également construits à Huludao, une ville située sur la mer de Bohai, au nord de la Chine. L'observation d'images satellite récentes a permis de montrer la construction de nouveaux halls d'assemblage sur le site des chantiers navals, et l'identification de parties de coques plus larges que les Type 094 a donné lieu à des spéculations sur le possible dimensionnement du Type 096<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup> Jack Lau, « China expands submarine base near South China Sea, satellite images show », [South China Morning Post](#), 23 septembre 2022.

<sup>51</sup> H. I. Sutton, « Satellite Imagery Shows Progress In China's New Submarine Construction », [Covert Shores](#), 12 avril 2022.

## PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

---

### **1. *La politique nucléaire de la France en Iran : un échec depuis 1970 ?***

Clément Therme, chercheur spécialiste réputé de l'Iran, vient de publier une analyse critique du rôle de la France sur le dossier nucléaire iranien depuis les années 1970. Ce récit s'appuie sur l'analyse des archives en particulier du côté de l'Iran et de la France, ainsi que des entretiens avec des protagonistes ayant traité de ce dossier dans les années récentes. Il met en lumière l'évolution des positions à Paris et les intérêts différenciés des différents acteurs ayant été impliqués sur ce sujet. Ainsi, sous l'ère du Shah, une affinité politique héritée de la période gaullienne et des intérêts économiques marqués après le premier choc pétrolier sont à l'origine des projets de coopération majeurs signés entre les deux pays dans le domaine du nucléaire. Ces projets sont brutalement interrompus lors de la révolution islamique. Pour Clément Therme, il a été envisagé dans les années 1990 de réinvestir en Iran, sous l'impulsion des milieux économiques et des experts régionaux. Néanmoins, il note qu'à partir de 2007, Nicolas Sarkozy, sous l'influence de la « secte stratégique » et des « faucons » du dossier iranien, décide de prioriser la question de la prolifération nucléaire aux dépens des autres considérations stratégiques, politiques ou économiques.

Selon cette analyse, la France connaît une rupture diplomatique en 2005-2007, principalement due à un approfondissement des relations bilatérales avec les monarchies du Golfe et Israël, l'influence du CEA et son inquiétude en matière de prolifération, et l'adoption d'une politique plus « atlantiste ». Mais Clément Therme juge que ce revirement n'est pas admis officiellement, avec un discours officiel qui privilégie la continuité de la position française depuis 2003.

Clément Therme insiste sur les biais de l'analyse française, et en particulier sur la terminologie utilisée, conduisant selon lui à accentuer les risques posés par la prolifération horizontale, en particulier dans un pays islamique, avec une connexion jugée « artificielle » entre le programme mené et la nature du régime. Reprenant les postulats de B. Pelopidas, il estime que ce discours est contestable et contesté dans la mesure où il se base sur une analyse différenciée entre des programmes nucléaires légitimes (ceux du P5) et les autres.

L'analyse de Clément Therme critique le récit diplomatique français concernant la négociation du Plan d'accord conjoint (JCPOA), qui selon lui minimise l'effet des changements politiques à Washington, ainsi que le rôle des échanges diplomatiques directs entre Américains et Iraniens, et exagère le poids diplomatique et économique des Européens dans les négociations depuis 2006. Il estime que le pessimisme français en réaction aux ouvertures diplomatiques du président Obama et la volonté des

diplomates français de jouer le rôle de « bad cop » étaient teintés d'« ethnocentrisme », et bâtis sur une représentation caricaturale d'un Iran incapable de respecter ses engagements et ne pouvant comprendre que le « langage de la force ».

Enfin, il dénonce les limites de la politique française de médiateur, souhaitée par le Président Macron en réaction au retrait américain du JCPOA. Ces limites sont avant tout liées à l'absence de poids économique, les entreprises françaises ayant tendance à se référer avant tout aux directives américaines pour éviter les sanctions extraterritoriales, mais aussi aux relations fortes entre Paris et des États hostiles à l'Iran au Moyen-Orient.

Cette lecture très critique de la politique française en Iran suscitera sans doute des réactions et sera peut-être contredite par certains acteurs impliqués mais présente l'intérêt d'interroger la politique française sur le dossier nucléaire iranien et de nourrir une histoire diplomatique qui reste largement à écrire à ce sujet.



## CALENDRIER

---

### Prochains événements et webinaires :

- **8 juin 2023** : Strategic Trends 2023: “The Future of World Order, India’s Foreign Policy, and Nuclear Deterrence” – A Geneva Security Debate, [GCSP](#), événement hybride.
- **19 juin 2023** : Inde, Chine, Pakistan : l'évolution des dynamiques nucléaires en Asie du Sud, avec Ashley Tellis, IFRI, sur invitation
- **26 juin 2023** : Colloque Dissuasion, Ecole Militaire, sur invitation.